



Mobilisation nationale des SPIP :

Le SPIP du CP de Lorient-Ploemeur solidaire et mobilisé ! (texte lu lors de la CAP de ce jour)

Le mardi 17 Mars 2026 à Ploemeur

Mesdames les magistrates, mesdames les membres de droit à la CAP, et vous qui êtes conviés à cette instance.

Aujourd'hui, 17 mars 2026, est un jour de mobilisation nationale pour l'ensemble des CPIP du territoire. Aujourd'hui, nous avons choisi de clamer notre colère et de témoigner notre soutien absolu à des collègues des SPIP 93 et 95. Peut-être avez-vous entendu parler de ces faits divers. Nous, nous aimerions vous parler de ces attaques sans nom à l'égard de nos collègues CPIP et de notre profession.

Les CPIP, vous les connaissez bien sûr à travers le prisme des requêtes effectuées par les personnes détenues : une demande de permission de sortir ? Un rapport du SPIP, une décision du magistrat. Une requête en aménagement de peine ? Un rapport du SPIP, une décision du magistrat. Une étude des réductions de peine ? Un rapport du SPIP, une décision du magistrat.

Les instances et commissions sont là pour rendre visibles certaines de nos actions. Mais il y a de nombreuses autres démarches effectuées dans l'ombre et qui relèvent de notre quotidien, et de nos missions. Nos collègues en ont fait les frais.

Une personne détenue souhaite faire reconnaître sa paternité à l'égard d'un enfant. La famille transmet au CPIP les pièces nécessaires à la constitution du dossier auprès de l'État civil. Le CPIP transmet les pièces à l'état civil. Un classique, notre quotidien.

Une personne détenue est transférée, sa famille en est informée par le SPIP une fois la personne réécrouée. Un classique, notre quotidien.

Nous pourrions faire le parallèle suivant : une personne détenue demande un aménagement de peine. La famille transmet au CPIP les pièces qui ne sont pas en possession de la personne détenue. Le CPIP transmet les documents au magistrat.

Autre parallèle : une famille contacte le SPIP pour avoir des nouvelles de son proche mais ce dernier n'est plus à l'établissement. Nous l'orientons vers le nouvel établissement compétent et lui transmettons les informations utiles dans le cadre de notre mission de maintien des liens familiaux.

Oui, mais l'État civil concerné décèle un faux et en informe le Parquet. La suite ?

Notre collègue s'est retrouvé en garde à vue durant 9 heures pour recel de faux. Et son domicile a été perquisitionné dans la foulée, son foyer, sa vie personnelle et privée !

Oui encore, mais dans le cadre d'écoutes téléphoniques, il est entendu que la compagne informe la personne détenue nouvellement transférée qu'elle a pu avoir connaissance du transfert et des nouvelles modalités de contact grâce au SPIP. Quelques jours de vacances pour notre collègue et un atterrissage douloureux avec prise en charge par les forces de l'ordre et perquisition du domicile.

Après les annulations en cascade des activités culturelles ou ludiques en détention, assorties de remontrances auprès des agents les organisant, après la convocation d'un collègue par la police et la mutation d'office d'un directeur de prison jugé responsable d'une évasion d'une personne détenue participant à une permission de sortir collective, après les demandes d'explications réalisées auprès de CPIP ayant eu l'audace d'émettre des avis favorables à des demandes de permission culturelles, après les consignes illégales données à l'encontre des PPSMJ de nationalité étrangère, c'est avec une immense indignation que nous avons reçu ces nouvelles.

Recevoir et transmettre des documents et informations en lien avec nos missions est notre travail quotidien. Des agents ne devraient pas exercer dans la peur et subir une telle humiliation. Il est inacceptable que de telles méthodes soient utilisées à l'encontre des personnels.

L'équipe Milieu fermé du SPIP 56, syndiqués et non syndiqués, témoigne tout son soutien aux collègues visés et au reste des équipes, et espère que les vrais coupables soient enfin inquiétés. Aujourd'hui, nous porterons ce brassard rouge pour porter notre colère et la rendre visible auprès de tous ceux qui douteraient encore de notre intégrité.